

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Accord-cadre à bons de commande pour la
fourniture de carburant, de recharge électrique
et prestations associées au moyen de cartes
accréditatives pour la flotte automobile de la CCI
Hauts-de-France

Réf.marché : CCIR-DRA-2025-38



ARTICLE 1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2.	CONTEXTE ET PERIMETRE	3
ARTICLE 3.	DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	4
3.1.	Cartes accréditives	4
3.2.	Fourniture de carburant.....	6
3.3.	Lavage des véhicules et gonflage des pneus.....	6
3.4.	Badge Télépéage	6
ARTICLE 4.	OUTIL DE GESTION EN LIGNE	7

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de carburant, de recharge électrique et prestations associées au moyen de cartes accréditatives pour l'ensemble de la flotte automobile de la CCI Hauts-de-France.

Les prestations objet du présent contrat couvrent :

- La fourniture de cartes accréditatives et de Télébadges
- L'approvisionnement en carburant en station-service
- L'approvisionnement en électricité sur des bornes de recharges
- Le lavage des véhicules en station de lavage et l'achat de produits d'entretien (lubrifiants, AdBlue, liquide lave-glace...)
- Le gonflage des pneus en station de gonflage
- L'accès à un outil de gestion dédié en ligne

L'achat de produits dans les boutiques des stations-services (presse, alimentation, restauration ...) est exclu du présent contrat.

ARTICLE 2. CONTEXTE ET PERIMETRE

La CCI Hauts-de-France est composée de :

- La CCI région Hauts-de-France
- 7 CCI locales : Aisne, Amiens-Picardie, Artois, Grand Hainaut, Grand Lille, Littoral Hauts-de-France, Oise
- 6 établissements de formation LAHO Formation : Laho Aisne, Laho Artois Douaisis, Laho Grand Hainaut, Laho Métropole Lilloise, Laho Littoral Audomarois, Laho Oise.

Chacune des entités mentionnées ci-avant possède son propre parc de véhicules administré par des gestionnaires de flotte. La liste des gestionnaires de flotte sera transmise au titulaire avant le démarrage du contrat.

Les prestations visent l'ensemble du parc automobile existant actuellement (un peu moins de 200 véhicules dont 145 en location), mais également les véhicules qui pourraient être acquis ou loués ultérieurement à la date de conclusion du contrat et pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Les informations ci-dessous sont fournies à titre indicatif, les cartes accréditatives ainsi que les badges de télépéage seront commandés progressivement, en fonction des besoins.

Thermiques	±130
Electrique	± 25
Hybrides non rechargeables	± 45

L'essentiel des déplacements effectués par les agents consulaires s'effectue sur la région Hauts-de-France. Afin de répondre à ces besoins quotidiens, le titulaire devra a minima disposer d'un réseau de distribution présent sur les départements du Nord, du Pas de Calais, de l'Aisne, de la Somme, de l'Oise et de Seine-Maritime.

Ce réseau devra également s'étendre sur le plan national et européen, et pourra être multi-enseignes.

Le candidat devra proposer un choix important de pétroliers/un réseau de charge électrique important pour une couverture géographique optimale. Le listing de la couverture du réseau pétrolier et de charge électrique devra être jointe dans l'offre (carte régionale et nationale).

ARTICLE 3. DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES

3.1. Cartes accréditives

Le titulaire délivrera des cartes accréditives permettant l'accès à la fourniture de carburant à la pompe, aux bornes de recharge électrique et aux prestations associées définies ci-après, sur l'ensemble du réseau titulaire et de ses partenaires.

Les cartes accréditives devront également permettre le paiement de prestations annexes disponibles en station-service et/ou accessibles par utilisation des cartes accréditives. Elles comprendront a minima :

- Le lavage des véhicules en station
- Le gonflage des pneus
- L'achat de produits lubrifiants
- Le paiement des parkings

La carte accréditive sera attribuée à un seul véhicule et identifiée par son numéro d'immatriculation.

Une seule et même carte permettra le retrait des carburants, la recharge électrique et le paiement des prestations énoncés ci-dessus.

La carte accréditive devra pouvoir être paramétrable (restrictions horaires ou journaliers, plafond financier pour la délivrance de carburant / la recharge des véhicules, plafond financier pour le lavage et l'achats de produits lubrifiants...). Le choix du niveau des prestations sera fait par établissement au moment de la commande des cartes. Au sein d'un même parc de véhicules, le niveau de prestations pourra varier d'une carte à l'autre.

La saisie du kilométrage lors de chaque retrait de carburant est obligatoire.

Afin de sécuriser les paiements, un code confidentiel différent devra être attribué à chaque carte.

Chaque carte pourra être utilisée dans toutes les stations-service du réseau du titulaire en France et sur le territoire européen 24h/24 h.

Dans l'éventualité d'une association entre pétroliers, cette carte pourra être utilisée dans les stations associées. Une seule carte accréditive sera délivrée pour l'ensemble des pétroliers associés.

Les barèmes consentis aux présents marchés seront valables sur l'ensemble du territoire métropolitain, quelle que soit la station ayant fait l'objet du retrait.

Les remises consenties au présent contrat seront valables sur l'ensemble du territoire métropolitain et européen, quelle que soit la station ayant fait l'objet du retrait (stations-service du réseau du titulaire ou stations associées).

Lors des retraits de carburant, la station de service délivrera un ticket précisant la date, la quantité, la nature du carburant, le lieu du retrait ainsi que son montant. Chaque carte devra obligatoirement imposer la saisie du code secret et du kilométrage.

La CCI s'engage à conserver les cartes pendant toute la durée de validité du contrat, sauf en cas de sortie de parc du véhicule.

Le titulaire s'engage à fournir à l'ensemble des gestionnaires de flotte la documentation relative au mode d'utilisation des cartes, toute modification faisant l'objet d'une communication complète aux gestionnaires de parc.

Si au cours du marché, le paiement de nouvelles prestations par le biais de la carte accréditive devenait possible, le titulaire en préviendra le représentant du pouvoir adjudicateur.

Modalités d'exécution :

Au démarrage du contrat, la CCI communiquera la liste des gestionnaires de parc automobile qui sont les seuls habilités à :

- Demander la création de cartes ;
- Demander le renouvellement d'une nouvelle carte en cas de dysfonctionnement
- Demander la réédition des codes confidentiels
- Paramétrer les cartes ;
- Accéder aux informations de consommation.

Toute modification au sein de l'organisation fera l'objet d'une information auprès du titulaire.

Approvisionnement suite à la notification :

Après la notification du marché, le titulaire recevra une commande reprenant les prestations commandées, par carte, le cas échéant. La fourniture des cartes est effectuée à l'adresse précisée sur le bon de commande dans un délai de vingt (20) jours ouvrés maximum, à compter de la réception du bon de commande par un envoi suivi avec AR.

Approvisionnement en cours d'exécution :

Celui-ci fera l'objet d'une demande de carte accréditive de la part du représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra alors fournir une carte accréditive dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés. Ce délai court à compter de la date de réception, par le titulaire, du bon de commande transmis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

❖ Carte en défaut

Le titulaire procédera au renouvellement des cartes en défaut (dysfonctionnement) dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception par le titulaire de la notification de dysfonctionnement émise par le gestionnaire de flotte. Le renouvellement de la carte, sera, dans ce cas, à la charge du titulaire.

❖ Vol ou perte

En cas de vol ou de perte, le représentant du pouvoir adjudicateur doit avoir la possibilité de faire immédiatement opposition à son utilisation. La mise en d'opposition doit pouvoir être réalisée par téléphone, courriel ou directement en ligne sur le site du prestataire.

La fabrication de la nouvelle carte se fera par le titulaire dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés à compter de la date de déclaration de perte ou de vol. Dans cette hypothèse, le titulaire pourra facturer le montant de la carte au tarif figurant au bordereau de prix

Etant précisé que les délais maximums indiqués ci-avant peuvent-être optimisés dans l'offre du titulaire. En cas de délais optimisés dans l'offre du titulaire, ceux-ci deviendront contractuels par le biais d'une mise au point au moment de la notification du contrat.

Résiliation

Si un établissement souhaite résilier une carte (sortie de parc du véhicule), il notifie sa demande selon la procédure décrite par le titulaire dans son offre. Le représentant du pouvoir adjudicateur procédera à la destruction de la carte.

Le titulaire veille à ne plus facturer les frais afférents aux cartes restituées, perdues ou volées lors des années suivantes la restitution, la perte ou le vol.

3.2. Fourniture de carburant

Les carburants concernés sont les suivants :

- Gazole (B7 et B10)
- Essence (E5, E10 et E85)
- Electro mobilité, bornes de recharge électrique

Ces carburants seront conformes aux normes et réglementations françaises et européennes.

Le candidat proposera la carte la plus avantageuse financièrement en fonction de l'énergie du véhicule (soit une carte 100% thermique ; 100% électrique ou une multi-énergie).

Quel que soit le type de carte proposée, les prestations associées seront identiques.

Le prix de l'énergie retenu à la facturation se fera par application du prix préférentiel entre le prix barème diminué de la remise proposée au bordereau des prix unitaires et celui affiché dans la station au jour du retrait.

L'approvisionnement en carburants à usage terrestre à la pompe / à la borne est assuré au moyen des cartes accréditives délivrées, et exclusivement auprès des stations-services du réseau du titulaire ou de celles de ses partenaires. Le titulaire devra avoir un réseau important en France et dans toute l'Europe. Ce réseau doit permettre aux véhicules un approvisionnement sans parcourir des distances trop importantes.

La présentation de la carte accréditive, avec indication du code confidentiel et du kilométrage du véhicule, vaut bon de commande et permet le retrait instantané à la pompe.

Un ticket ou bon d'enlèvement sera remis au client précisant le nom de la station distributrice, la nature, les quantités délivrées et le tarif affiché au jour de l'enlèvement.

3.3. Lavage des véhicules et gonflage des pneus

La carte accréditive doit permettre l'accès à des stations de lavage (lavage extérieur de véhicule par portique à rouleaux ou à haute pression / nettoyage de l'habitacle du véhicule par aspirateur) et de gonflage des pneus, adjacentes ou non à une station-service du réseau du titulaire ou de ses partenaires.

3.4. Badge Télépéage

Le titulaire délivrera des badges permettant le passage au télépéage du réseau autoroutier national.

La CCI Hauts-de-France s'engage à conserver les badges pendant toute la durée de validité du marché, sauf en cas de sortie de parc du véhicule, de perte, de vol ou de dysfonctionnement du badge.

Comme pour la carte accréditive, le badge sera attribué à un seul véhicule par numéro d'immatriculation.

Le candidat indiquera le prix mensuel de l'abonnement dans le Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre et détaillera dans son offre, les modalités et les informations relatives à cet abonnement.

Modalités d'exécution

Au démarrage du contrat, la CCI communiquera la liste des gestionnaires de parc automobile qui sont les seuls habilités à :

- Commander des badges ;

- Demander le renouvellement d'un badge en cas de perte, de vol ou de dysfonctionnement
 - Accéder aux informations de consommation.
- Toute modification au sein de l'organisation fera l'objet d'une information auprès du titulaire.

Approvisionnement suite à la notification :

Après la notification du marché, le titulaire recevra une commande reprenant les prestations commandées. La fourniture des badges est effectuée à l'adresse précisée sur le bon de commande dans un délai de vingt (20) jours ouvrés maximum, à compter de la réception du bon de commande par un envoi suivi avec AR.

Approvisionnement en cours d'exécution :

Celui-ci fera l'objet d'une demande de badge de la part du représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra alors fournir un badge télépéage dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés. Ce délai court à compter de la date de réception, par le titulaire, du bon de commande transmis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

❖ Badge en défaut

Le titulaire procédera au renouvellement du badge en défaut (dysfonctionnement) dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception par le titulaire de la notification de dysfonctionnement émise par le gestionnaire de flotte. Le renouvellement du badge, sera, dans ce cas, à la charge du titulaire.

❖ Vol ou perte

En cas de vol ou de perte, le représentant du pouvoir adjudicateur doit avoir la possibilité de faire immédiatement opposition à son utilisation. La mise en d'opposition doit pouvoir être réalisée par téléphone, courriel ou directement en ligne sur le site du prestataire.

La fabrication du badge se fera par le titulaire dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés à compter de la date de déclaration de perte ou de vol. Dans cette hypothèse, le titulaire pourra facturer le montant du badge au tarif figurant au bordereau de prix.

Etant précisé que les délais maximums indiqués ci-avant peuvent-être optimisés dans l'offre du titulaire. En cas de délais optimisés dans l'offre du titulaire, ceux-ci deviendront contractuels par le biais d'une mise au point au moment de la notification du contrat.

Résiliation

Si un établissement souhaite résilier un badge (sortie de parc du véhicule), il notifie sa demande selon la procédure décrite par le titulaire dans son offre. Le représentant du pouvoir adjudicateur procédera, conformément à la procédure du titulaire, à la restitution du badge ou à sa destruction.

Le titulaire veille à ne plus facturer les frais afférents aux badges résiliés, perdus ou volés lors des années suivants la résiliation, la perte ou le vol.

ARTICLE 4. OUTIL DE GESTION EN LIGNE

Dans le cadre du présent accord-cadre, la mise à disposition d'un portail de gestion en ligne sera valorisée.

Celui-ci doit permettre au minimum :

- Une connexion par le gestionnaire de parc grâce à un identifiant et un mot de passe (la double authentification sera appréciée) ;

- La gestion des accès avec la création des utilisateurs, la modification de leurs profils et leur suppression ;
- La gestion en ligne des cartes et badges : paramétrage, opposition, annulation ;
- L'accès à une base de données de consommations liées à l'usage des cartes / badges permettant les restitutions d'informations.